

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Suppressions de postes à l'Éducation Nationale

Le 17 septembre dernier, le ministre Blanquer annonçait la suppression de 1800 postes dans l'éducation nationale.

Aujourd'hui, il apparaît que ce sont au moins 2600 postes qui seront supprimés.

Les services administratifs croulent déjà sous la surcharge de travail. De plus, le nombre de personnels contractuels embauchés sur de courtes périodes, peu formés, sous-payés a explosé ces dernières années.

Les suppressions de postes d'enseignant-e-s se concentreront massivement dans le second degré, où les manques d'effectifs sont déjà criants, et alors même que la hausse démographique importante impacte les collèves.

Le ministre prétend augmenter le pouvoir d'achat des enseignant-e-s. Pour cela, il reprend la rengaine du "travailler plus pour gagner plus", annonçant notamment une baisse des cotisations sur les heures supplémentaires. Ces heures ne seront donc pas prises en compte dans leur totalité pour la retraite ou l'assurance-chômage, et ne constituent donc pas du salaire.

Plus grave, le ministre entend imposer une deuxième heure supplémentaire aux enseignant-e-s du second degré en fonction des besoins locaux. Il s'agit d'une énième attaque sur les statuts des personnels, qui touche directement leur temps de travail, et qui n'aura pour effet que d'épuiser les personnels.

La prétendue augmentation du pouvoir d'achat des enseignant-e-s n'est donc qu'un alibi de plus pour attaquer leurs droits et leurs conditions de travail, et rapprocher toujours plus le service public d'éducation des modes de management du monde de l'entreprise.

